

Conférence internationale
de suivi sur

Le **financement** *du*
développement

chargée d'examiner la mise en œuvre
du Consensus de Monterrey

Doha, Qatar
29 novembre - 2 décembre 2008



Nations Unies

L'année

2008 a connu une activité intense sur les fronts financier et économique. Un resserrement du crédit au niveau international au début de l'année et une chute des taux de croissance économique sont allés de pair avec une montée en flèche des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et des produits de base. Les relations commerciales passent par une période de tension, et les fonds souverains, qui offrent de nouvelles perspectives en matière d'investissement transfrontières, suscitent à la fois intérêt et méfiance. Dans l'ensemble, les gains obtenus en ce qui concerne le développement et la lutte contre la pauvreté sont compromis.

L'ONU accorde donc une attention particulière aux questions concernant les finances et le développement.

Au cours des cinq premiers mois de l'année 2008, l'Assemblée générale a tenu des sessions d'examen portant sur l'ordre du jour du Financement pour le développement du Consensus de Monterrey de 2002 et ses six composantes :

- La mobilisation des ressources nationales
- Le flux de capitaux privés
- Le commerce
- L'aide
- La dette
- Les questions systémiques mondiales.

Le débat de fond sur le financement du développement s'est terminé en juin par des auditions distinctes de la société civile et du secteur privé.

LES ÉVÉNEMENTS CONNEXES QUI ONT ÉGALEMENT MARQUÉ L'ANNÉE 2008 SONT NOTAMMENT :

- La douzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
- La Conférence de haut niveau de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale
- Le premier Forum du Conseil économique et social sur la coopération en matière de développement et l'examen ministériel du développement durable
- Le troisième Forum de haut niveau de l'OCDE sur l'efficacité de l'aide
- La Réunion de haut niveau de l'ONU sur les objectifs du Millénaire pour le développement.

Le point culminant de cette série de discussions portant sur le développement sera la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, qui se tiendra à Doha, au Qatar, du 29 novembre au 2 décembre. Lors de cette réunion capitale, les représentants de gouvernements, des institutions internationales, de la société civile et du secteur privé feront le point sur la mise en œuvre du Consensus de Monterrey; ils feront également le point sur les nouveaux défis et les nouveaux enjeux survenus depuis la rencontre historique qui avait eu lieu à Monterrey, au Mexique.

La Conférence

La résolution 62/187 de l'Assemblée générale charge la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement d'« évaluer les progrès réalisés, réaffirmer les objectifs fixés et les engagements pris, mettre en commun les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience et définir les obstacles et les difficultés rencontrés, les mesures et les initiatives qui permettront de les surmonter et les mesures importantes pour la suite de la mise en œuvre, ainsi que les difficultés et les problèmes nouveaux ».

Conformément aux intentions de l'Assemblée générale, la Conférence de suivi aura lieu au niveau de représentation politique le plus élevé et comprendra des séances plénières ainsi que six tables rondes de parties prenantes sur les six grands domaines thématiques du Consensus de Monterrey. Un document final sera adopté au niveau intergouvernemental.

Nouveaux enjeux

La Conférence de suivi aura lieu à un moment critique, quand plusieurs questions et problèmes qui se sont récemment fait jour et qui attirent beaucoup d'attention seront vraisemblablement discutés à Doha.

NOUVELLES INITIATIVES CONCERNANT LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Trois projets internationaux ont déjà été lancés : l'émission d'obligations pour financer les campagnes de vaccination, l'accord de garanties portant sur la mise au point de vaccins lorsque les motivations commerciales sont insuffisantes et le prélèvement de taxes sur les billets d'avion pour financer une centrale internationale d'achat de médicaments. Une éventuelle « taxe de développement » de 0,005 % sur les opérations de change suscite également un regain d'intérêt, tout comme des taxes coordonnées internationalement sur les émissions de carbone et les achats d'armements.

LES EFFORTS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT ET LE RÔLE DES PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE

Les pays à revenu intermédiaire (PRI), souvent oubliés lors des débats sur le développement, sont aux prises avec des difficultés qui n'ont pas la même échelle que celles des pays les plus pauvres. Il n'en reste pas moins qu'ils comptent plus de 40 % des personnes qui vivent dans la pauvreté dans le monde. Le commerce, les investissements et les échanges de technologies entre pays du Sud prennent de l'ampleur et, au fur et

à mesure que les PRI plus nantis commencent à devenir des donateurs d'aide, on commence aussi à attendre d'eux qu'ils prennent une part plus grande dans l'économie mondiale.

AMÉLIORER L'ARCHITECTURE DU SYSTÈME FINANCIER INTERNATIONAL

Les remous actuels du marché mettent en relief l'instabilité et le manque de transparence qui caractérisent aussi bien les nouveaux instruments financiers que les marchés financiers en général. On s'intéresse davantage au renforcement des modalités nationales et internationales de mise en place de normes, d'échange d'informations et de coordination entre les institutions en charge de directives fiscales et monétaires et de la supervision; et à l'approvisionnement en liquidités et au règlement des crises bancaires, entre autres.

FINANCEMENT DE L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE L'ATTÉNUATION DE LEURS EFFETS

Le financement est l'un des quatre volets de la Feuille de route de Bali. De pair avec la technologie, c'est un des deux moyens dont aucun pays ne peut se passer pour réduire fortement l'émission des gaz à effet de serre et pour s'adapter aux changements climatiques. Une des questions des plus importantes est de savoir si les mécanismes existants, et plus particulièrement leurs méthodes de gouvernance, peuvent contribuer au financement nécessaire et à ce dont d'autres mécanismes auraient besoin.

Lieu de la Conférence

Doha est la capitale du Qatar, un État situé dans la péninsule arabique au sud-ouest de l'Asie. Centre d'activités important pour les exportations énergétiques, les finances et les initiatives économiques fondées sur la connaissance, Doha commence à se faire connaître comme choix tout indiqué pour les manifestations et les négociations internationales. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) y a organisé la première réunion de niveau ministériel du Cycle de Doha pour le développement en 2001, et la ville a également accueilli les Jeux asiatiques de 2006 (les plus grands depuis leur création) ainsi que le Sommet de 2007 du Groupe des 77 et de la Chine.

La Conférence internationale de suivi sur le financement du développement aura lieu du 29 novembre au 2 décembre 2008 au centre de congrès international Sheraton situé dans le centre de Doha, et où s'étaient également déroulées les négociations de l'OMC.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LE CENTRE de conférence et les équipements touristiques du pays hôte, veuillez vous adresser à :

M. Mohamed Al-Kuwari
Mission permanente de l'État du Qatar
auprès des Nations Unies
809 United Nations Plaza, 4th floor,
New York, NY 10017
1 212 486 9335
1 212 758 4952 (télécopie)
Courriel : qatar-e@qatarmission.org

La fondation

La première réunion au sommet organisée sous les auspices de l'ONU et portant sur les questions financières et apparentées relatives au développement mondial et la coopération économique internationale a eu lieu à Monterrey (Mexique) en mars 2002. Jamais encore la participation à une conférence n'avait été d'un tel niveau puisque 50 chefs d'État et plus de 200 ministres des finances, des affaires étrangères, du développement et du commerce y ont assisté, ainsi que les hauts dirigeants de l'ONU, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, de l'Organisation mondiale du commerce et des personnalités éminentes du monde des affaires et de la société civile. Jamais non plus une réunion n'avait été parrainée conjointement par l'ONU, la Banque mondiale, le FMI et l'OMC.

Avec ses six composantes, le Consensus de Monterrey adopté à l'issue de ce sommet est l'énoncé de principes sur le développement le plus complet et qui fait le plus autorité auquel aient officiellement souscrit aussi bien les pays en développement que les pays développés. L'accord intervenu sur ses domaines thématiques de la mobilisation des ressources nationales, du flux de capitaux privés, du commerce, de l'aide, de la dette et des questions systémiques mondiales a contribué à combler le fossé qui, après la guerre froide, séparait le Nord et le Sud pour ce qui est de la réflexion sur l'économie et le développement, et il a aussi marqué l'ouverture d'une ère nouvelle de coopération entre les institutions de Bretton Woods, l'OMC et l'ONU.

En s'engageant à renforcer la coopération pour le développement, les donateurs ont renversé à Monterrey la tendance à la baisse de l'aide publique au développement des années 90 et ouvert la voie à la forte augmentation de l'APD à l'entame du XXI^e siècle. On considère que c'est en grande partie aux réformes comme celles qui ont été adoptées à Monterrey que l'on doit l'essor économique de nombreux pays en développement ou en transition au cours des cinq années qui ont suivi la tenue de la Conférence sur le financement du développement, de 2003 à 2007.

Le Consensus de Monterrey fait l'objet d'un débat tenu à l'Assemblée générale des Nations Unies tous les deux ans depuis 2003, et les progrès réalisés sont également évalués chaque année lorsque le Conseil économique et social accueille des représentants de haut niveau des institutions de Bretton Woods, de l'OMC et de la CNUCED. La Conférence de suivi de 2008 constituera toutefois la première réunion de haut niveau consacrée à un examen intergouvernemental de l'ensemble du Consensus de Monterrey et à l'examen de nouveaux domaines d'action.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE SUIVI
sur le financement du développement,
chargée d'examiner la mise en œuvre du
Consensus de Monterrey

CONFÉRENCE

Pour plus de renseignements sur la
participation à la Conférence et son
programme :

Oscar de Rojas, secrétaire exécutif
Conférence internationale de suivi
sur le financement du développement
Département des affaires économiques
et sociales de l'ONU
Bureau DC2-2170
1 212 963 2587
Courriel : ffdoffice@un.org
Site Web : www.un.org/esa/ffd

MÉDIAS

Pour les demandes d'information et
d'entretiens :

Tim Wall
Département de l'information
de l'ONU
1 212 963 5851
Courriel : wallt@un.org

Pour l'accréditation des médias :

1 212 963 6934
1 212 963 2591 (télécopie)

ENTITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Pour les renseignements sur
l'accréditation et l'inscription :

Service de liaison avec les
organisations non gouvernementales
Bureau DC1-1106, Nations Unies
New York, NY 10017
1 212 963 3125
1 212 963 8712 (télécopie)
Courriel : ngls@un.org
Site Web : <http://www.un-ngls.org/>



Le **financement** *du*
développement

Design de la couverture :

Photo du revêtement en marbre du bâtiment
du Secrétariat des Nations Unies à New York

Publié par le Département de l'information
des Nations Unies, New York

DPI/2520

08-47037—Octobre 2008—4M